

- Burundi
- crisis oct. '93
- analyse
- Tutsi-standpunt

Aperçu de la situation au Burundi

(au 13 novembre 1993)

par J. F. CARÉTIEN

Les militaires putschistes contrôlent Bujumbura dans la matinée du jeudi 21 octobre. Ils assassinent le Président et plusieurs dignitaires de l'Etat, dont un ministre, celui de l'Intérieur. Puis le vide politique s'installe, car les putschistes, où les cadres inférieurs de l'armée ont tenu une place essentielle, n'arrivent pas à constituer d'instance ni militaire ni civile revendiquant le pouvoir. Le samedi 23 le chef d'Etat-major, dont le rôle n'est pas clair, condamne le putsch.

Le mardi 26 le gouvernement légal dirigé par Madame Kinigi (installé à l'Ambassade de France jusqu'au 8 novembre) contrôle la radio. Mais le gouvernement refuse apparemment de gouverner réellement et de coordonner un retour réel au respect des personnes et des biens, tant qu'une force internationale n'est pas présente, l'armée étant jugée a priori globalement dissidente, ce qui entretient le vide politique dans le pays, malgré les déclarations de loyalisme venues de l'Etat-major. Cela n'empêche pas des ministres de circuler soit à l'intérieur, soit à l'étranger, avant le 8 novembre. Par ailleurs des déplacements de "pacification" de parlementaires et de quelques ministres se font avec des succès mitigés. Des bandes armées continuent à terroriser le pays. La tension est énorme à Bujumbura. le désespoir règne partout sur l'avenir du pays.

Dès le jeudi 21 en effet, à partir des premières nouvelles de la mort du président Ndadaye, diffusées depuis le Rwanda et surtout à partir du vendredi 22, commence l'autre drame : un massacre systématique des Tutsi (familles paysannes, élèves triés ethniquement dans des écoles secondaires) et aussi des partisans hutu de l'Uprona se déroule au nord, au centre, au nord-est et à l'est du pays. Des milliers de morts, des rescapés dans les centres locaux, des blessés qui n'osent aller se faire soigner par peur de rencontrer des bandes de tueurs... La presse internationale continue à se boucher les yeux et le nez sur cette barbarie: on dénonce l'armée tutsi mais les morts tutsi sont massés le plus souvent dans l'anonymat des "luttes interethniques", comme s'ils étaient innommables, des victimes expiatoires tantôt niées, tantôt justifiées. Suffisamment de gens pourront parler de la répression militaire, et il faut souhaiter que dans chaque cas on fournisse des exemples précis, dûment localisés et datés. Ici on trouvera des échelons du génocide organisé par une autre armée, utilisant les armes blanches et le feu, celle de la mouvance extrémiste hutu.

Une enquête internationale s'impose tant sur le putsch et l'assassinat du président que sur les complices ou promoteurs des massacres qui, malgré la barbarie des méthodes (gens découpés, brûlés vifs, jetés dans des latrines, pendus, crucifiés, etc., tantôt sélection des hommes, tantôt massacres de familles entières), ne sont pas

désordonnés, ni dans leurs cibles bien sûr (or on ne reconnaît pas automatiquement un Hutu et un Tutsi), ni dans leur déroulement. Les représailles de l'armée, dans le centre et l'est du pays, doivent aussi faire l'objet de cette enquête, en notant que les interventions militaires ont débuté 3 ou 4 jours après le début de ces tueries et qu'en particulier en provinces de Kayanza et Kirundo, beaucoup se plaignent que l'armée n'ait rien fait durant plusieurs jours pour arrêter les massacres. Autrement dit, au moment où les radios rwandaises, notamment la radio des Mille collines de Kigali, qui appartient à la formation raciste CDR, dénonçaient les massacres de Hutu par l'armée tutsi, ces cris couvraient un autre massacre, celui des Tutsi par les bandes liés à la mouvance extrémiste du Palipehutu, elle-même alliée à la CDR rwandaise. L'intoxication de l'information se combinait avec une tactique déjà rodée en 1988 du massacre préventif déclenché à coup de fausses nouvelles.

Une enquête sur les crimes contre l'humanité commis au Burundi depuis le 21 octobre devrait se pencher sur le contenu des émissions des radios rwandaises et sur certaines déclarations de ministres burundais durant ces quelques jours. Il faut bel et bien parler de la succession d'un putsch militaire, opéré par des militaires inconscients de la mouvance des Tutsi de Bururi, et d'un coup étatsiste tout prêt mené par la mouvance Palipehutu, à partir à la fois du Rwanda et de ses bases internes. La chronologie des départs en exil de familles hutu du nord dès le premier jour, de la coupure des routes par l'abattage simultané des arbres (avec, selon certains témoignages, du matériel adapté - tronçonneuses - sorti comme par enchantement de certaines cases), de la distribution de machettes neuves et de cordes et du déclenchement méthodique des massacres laisse rêver sur la spontanéité de cette "colère paysanne". Il est significatif que beaucoup de personnes ammassées aient d'abord été arrêtées et ligotées et tuées dans un deuxième temps, sur les ordres de l'administration. Quand cet ordre ne vient pas (exemple sur la colline de Campazi, en commune de Muruta, un cas cité plus loin), les gens sont épargnés. Et dans les communes où l'administrateur assume normalement ses responsabilités de protection de la population, les massacres sont circonscrits. (exemple de la commune de Gahombo, en province de Kayanza). Il faut noter aussi l'emploi d'essence pour brûler sélectivement les maisons des Tutsi, un produit inaccessible par son prix aux simples paysans. Or le gouvernement actuel n'arrive pas à s'affirmer face à ces deux extrémismes. Son principal souci, une fois l'aéroport ouvert, a été de mettre à l'abri en Europe toutes les familles des ministres.

A défaut de lancer des chiffres à l'emporte-pièces, ce sont des situations précises tristement significatives qui nous parviennent à partir de très nombreux témoignages, recueillis oralement ou par écrit, depuis Bujumbura, Ngozi, Gitega, Kayanza, etc. Il faut

prendre ces exemples comme des échantillons significatifs et non comme des listes exhaustives: des quantités d'autres situations analogues pourront hélas être recueillies.

En province de NGOZI:

- massacre systématique et très précoce des Tutsi de la commune de Mwumba (province de Ngozi), frontalière du Rwanda, et dont les cadavres amputés ont été retrouvés dans la rivière Kanyaru (voir les photos des journaux), par ex. *Libération* du 29 octobre). L'ancien administrateur et député Kazonkiza est tué avec sa femme, et leurs cadavres placés sur la route comme matériaux de barrage. Exemples aussi de massacres de familles avec enfants en zone Gatsinda, de la même commune. A Kiziba (même commune), une maison remplie de cadavres : les gens qui y ont été ces jours-ci ont reculé devant l'horreur et la puanteur.

- Grands massacres aussi en commune de Ruhororo : exemple une famille entière sur la colline de Ruyaga, y compris un enfant infirme qui marchait à quatre pattes. Plusieurs instituteurs aussi tués dès le début. Des témoignages précis montrent le rôle de l'administrateur Libérat B. dans l'incitation aux massacres, commis notamment au nord de la commune. Des bandes de plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'hommes armés de lances et de machettes près des vallées de la Kinyankuru et de la Nyamuswaga menaçaient d'aller tuer aux alentours (en commune de Gashikanwa par exemple) et une intervention brutale de l'armée arrêta ce projet. Encore le mercredi 3 novembre des bandes tuaient et la délégation de pacification Uprona-Frodebu n'y accédait pas.

- Près de Ngozi même, à Vyerwa, des cadavres partout, victimes d'une bande qui a également sévi à Buye, plus à l'ouest. En commune de Ngozi, on cite également le meurtre d'une famille de Hutu de l'Uprona.

- Au sud de la commune de Ngozi, en colline de Ntaho-Mureke, trois chefs de familles paysannes tutsi et un ingénieur de construction en activité au petit séminaire de Mureke, ont été saisis le vendredi 22 octobre, dans la matinée, par une bande armée, dirigée et équipée en machettes neuves et en cordes par le premier secrétaire du Frodebu du secteur, Pontien Butimba, et conduits dans un bois où ils ont été massacrés et jetés dans une fosse. Deux, gravement blessés, ont été retirés et envoyés à l'hôpital, deux autres y ont succombé. Le reste des familles ont échappé à cette tuerie en fuyant vers une colline voisine (Masama-Burima) ou vers le séminaire. Cette bande a ensuite encerclé les enceintes de l'école pour arrêter le recteur en vue d'inciter les élèves à s'entretuer, comme ce fut le cas dans beaucoup d'autres établissements. Heureusement une intervention militaire a évité le pire. Toujours dans le même secteur, une autre bande organisait des massacres de paysans tutsi sur la colline de Nyanza : là aussi l'intervention de l'armée a

pu arrêter le massacre. Il faut ajouter que dans la commune de Ngozi on n'assiste pas à un massacre généralisé comme dans d'autres communes, en fonction des efforts de l'administrateur (pourtant réputé proche du Palipehutu) pour faire arrêter cette barbarie.

- Commune de Muhanga : massacres massifs dès le début dans ce qui apparaît être un fief du Palipehutu.

- Commune de Tangara : des massacres sont également cités, accompagnés comme ailleurs d'actes divers de sauvagerie : le coeur d'une victime est extrait du cadavre, etc.

En province de KAYANZA :

- Commune de Rango (dont l'administrateur était un frère du chef de la sûreté Richard Ndikumwami, assassiné par les putschistes) : toutes les familles tutsi semblent y avoir été massacrées. Par exemple sur la colline Butanyerera (sous-colline Nyakanazi), une famille entière: les deux parents, leurs trois fils, les épouses et les six enfants des deux fils mariés ; un autre couple apparenté aux précédents et leurs trois enfants ; (sous-colline de Rama), un autre homme apparenté aux précédents et son fils; (sous-colline de Nyabiyogi), une femme, sa belle-mère et un fils, toujours de la même famille; (sous-colline de Nyamugari), une femme et ses enfants, toujours de la même famille. Toujours à Rango dans une autre famille un homme et ses cinq enfants. D'autres morts encore à Nyamugari (près paroisse de Gasenyi). D'autres encore sont cités, dont les cadavres ont été jetés dans la rivière Ruvubu.

- En commune de Gahombo, dont l'administrateur est un militant du parti PRP (parti dit "royaliste"), la population a été épargnée, ce qui fait ressortir le rôle des cadres Frodebu dans ces massacres.

- Commune de Muruta (dont l'administrateur, Séverin Nzorubara, frère du ministre des transports Shadrack Niyonkuru, nommé récemment, était originaire du Sud du pays, auparavant employé de la société théicole à Rwegura). 90 paysans tutsi et un paysan hutu ont été exécutés sur les ordres de cet administrateur, accompagné du conseiller du gouverneur de Kayanza, Patrice Ntibahose, le vendredi 22 octobre à 13 heures. Après avoir fait couper le pont sur la rivière Gihorwe dès le 21, afin d'isoler plusieurs collines habitées par des Tutsi de toute aide du chef-lieu, il a fait arrêter le jeudi soir 21 octobre 43 paysans tutsi (de plus de 80 ans à 15 ans) sur les collines Nkongé et Mikuba et les a fait entasser liés au petit centre commercial de Murangara. Le lendemain il a fait arrêter 47 paysans tutsi et un Hutu sur la colline de Mutana. Quelques-uns seulement ont pu fuir dans la forêt. Tous sont regroupés à midi à Murangara. Les "militants" Frodebu acteurs de ces arrestations sont des jeunes, qui ont entamé des études

primaires sans aller au-delà, habitués des cabarets de Murangara, Mubanda et Rugogwe. A 13 heures l'administrateur arrive à moto et ordonne d'exécuter les gens : il montre l'exemple en en décapitant trois à la machette et les autres suivent. Ces tueurs sont "réfugiés" au Rwanda. L'armée est arrivée trop tard et les rescapés sont regroupés sur la colline de Campazi. Les massacres se sont arrêtés, mais les collines sont vides.

- A Banga, les gens qui cherchaient refuge chez une maison tenue par des religieuses, ont été massacrés et brûlés. Une centaine de victimes (toute la presse en a parlé).

- En province de KIRUNDO :

- à Kirundo, une veuve, fonctionnaire de la mutuelle, mère de 5 enfants, est tuée avec 3 enfants qui étaient chez elle. Sa belle-mère et un de ses beaux-frères sont tués à Mukenke dans la campagne.

- Massacres massifs aussi en commune de Vumbi.

- Massacres massifs aussi en commune de Bwambarangwe.

- En province de MUYINGA :

- La famille de Nicolas Mayugi (hutu, président de l'Uprona) a été massacrée à la suite des dénonciations lancées sur une radio rwandaise.

- En commune de Butihinda, un vieillard de 80 ans et sa famille, tués sous la responsabilité de l'administrateur, depuis "réfugié" en Tanzanie.

- En province de MURAMVYA :

- convocation de la population par l'administrateur de la commune de Rutegama (province de Muramvya) pour procéder à un tri ethnique : les Tutsi sont obligés de couper les arbres pour barrer les routes, puis exécutés. Un prêtre, Basile Samoya de la paroisse Munanira, qui essayait de s'interposer est tué.

- Commune Bukeye, sur la colline Rusarenda, deux notables tutsi et plusieurs Hutu de l'Uprona sont tués, les deux premiers avec leurs fils (vers 28 ou 29 octobre). Le leader de la tuerie est un instituteur.

- En commune de Mbuye, près de la paroisse de Kivoga, beaucoup de morts. Pas de données plus précises, sauf des histoires analogues aux précédentes : des familles entières massacrées, etc.

En province de BUBANZA :

- Commune de Musigati : un tailleur tutsi tué avec sa femme et ses deux filles à Musigati même: un frère de ce dernier tué avec sa mère, sa femme et un fils sur la colline de Buhurika.

En province de BUJUMBURA-rural :

- beaucoup de morts en commune de Mubimbi : déjà des militants Frodebu avaient été impliqués dans des meurtres durant la campagne électorale dans cette commune.

- en province de KARUZI

Province ravagée: exemples donnés dans la presse pour la commune de Buhiga, des bandes continuent à tuer jusque vers 10 novembre autour de Bugenyuzi. Selon des témoignages précis, le gouverneur (en liaison avec celui de la province voisine de Gitega), les administrateurs et les cadres Frodebu ont organisé le massacre systématique des Tutsi dans cette province à partir de la matinée du vendredi 22, notamment vers Buhiga et Bugenyuzi. 5000 rescapés se sont retrouvés au centre de Karuzi.

- en province de GITEGA :

- massacres des fonctionnaires du centre, d'élèves d'un collège et des familles tutsi de la campagne autour de la commune de Gishubi (sud de Gitega) par des bandes circulant en minibus de marque japonaise

- massacres de Tutsi et de Hutu de l'Uprona au centre urbain de Gitega, et aux alentours, par exemple autour de Giheta (à l'ouest de Gitega). A Gitega une institutrice hutu est tuée en protégeant des élèves tutsi.

Trois observations :

1) Le génocide, pudiquement déguisé dans nombre de médias ou de textes officiels sous l'expression de "massacres interethniques" comme s'il s'agissait de bagarres spontanées, a pris non seulement la forme de massacres aveugles de paysans tutsi, mais aussi un aspect sélectif illustré par les attaques contre des écoles, une sorte de 1972 à l'envers. Les événements qui ont éclaté dans des écoles secondaires visaient manifestement à y opérer la purification ethnique. Ils éclatent parfois sous l'effet d'une tension interne mal contrôlée par des directeurs inexpérimentés, mais souvent aussi par l'attaque de bandes de paysans menés par des militants extrémistes, par exemple un enseignant de collège communal dans un groupe près du séminaire de Mureke. Tantôt la

direction s'oppose avec succès à de tels massacres, par exemple la soeur directrice de Busiga (insultée pour cela dans les médias rwandais...) ou, au moins partiellement, à Giheta ; tantôt elle essaie en vain de le faire : le directeur hutu de l'école de Muyebe (centre du pays) est tué pour avoir essayé de protéger ses élèves ; tantôt le directeur est complice : par exemple à Kiremba où finalement il a échoué et a fui au Rwanda avec des élèves hutu qui comptaient éliminer les Tutsi, ou à Kibimba où il a fait enfermer dans des classes des dizaines d'élèves tutsi, brûlés vifs. Il semble que des dizaines d'écoles ont été ainsi attaquées et brûlées (Gishubi, Rusengo...).

2) Les paroisses ne sont pas des lieux d'asile : les bandes de tueurs n'hésitent pas à massacrer les prêtres et religieux qui essaient de protéger des gens, comme à Banga ; Cela rappelle la tuerie de Tutsi opérée le 15 août 1988 à la paroisse de Ntega.

Liste des prêtres tués dorés et déjà connue, à quelques incertitudes près :
 Canisius Batembekeza (Karuzi), Stanislas Biraronderwa (Kiganda, province de Muramvya), Basile Samoya (victime de la tuerie de Rutegama, évoquée plus haut), François Ntukamazina, Firmin Ndabemeye, abbé Cyrille (nom?), Pierre Sahabo (Bukeye)...

3) La situation de l'armée est plus complexe qu'il n'y paraît. La répression militaire a tourné en représailles aveugles en provinces de Gitega, Karuzi et Ruyigi. Mais ailleurs, notamment à Kayanza et à Kirundo, c'est son inaction qui est surtout dénoncée, comme si cette armée, composée au moins aux deux tiers de Tutsi de Bururi, défendait essentiellement son intérêt corporatif "clanique" et sa région (jusqu'ici épargnée). En fait la situation est très variable d'un endroit à l'autre et il faudrait en suivre aussi la chronologie précise. Mais depuis le putsch, le gouvernement légal a choisi de considérer l'armée comme globalement dissidente et de ne lui demander que le retour dans les casernes, alors que le pays est à feu et à sang sous l'effet du processus hutu extrémiste. Autrement dit, tout se passe comme si le pouvoir Frodebu, par calcul politique, voulait acculer toute l'armée à la désobéissance pour mieux justifier une intervention étrangère, soit européenne, soit rwandaise, soit d'une armée Palipehutu qui serait en cours de formation avec des jeunes gens partis au Rwanda. La liaison entre certains éléments civils et militaires rwandais et le Palipehutu, ressoudé autour de sa branche armée, est attestée. Une logique de guerre civile est en marche.

4) Interrogations sur le pouvoir Frodebu :

Toutes ces informations sont provisoires, mais significatives du vide politique, du chaos qui règne dans le pays, du règne d'un extrémisme organisé, du risque gigantesque (dorés et déjà réalisé en plusieurs endroits, autour de Gitega et à l'est/nord-est) de représailles militaires aveugles. Tout cela explique le flot des femmes, enfants et

vieillards hutu, réfugiés dans les pays voisins. Des bandes continuent à arrêter des véhicules et à faire du tri ethnique: des personnes accompagnant une mission de la Croix-Rouge ont été victimes de ces pratiques. Les missions de pacification se heurtent à des groupes de paysans le poing levé.

La situation de l'administration locale se caractérise par une désorganisation complète. D'après une première estimation officieuse, seuls 25 administrateurs communaux sur 114 sont encore en fonction ; 7 sont morts, tous les autres manquants sont en fuite, après le déclenchement des tueries auxquels la plupart semblent avoir participé, faisant passer leur sectarisme politico-ethnique avant leur responsabilité d'Etat. Trois gouverneurs sur quinze sont morts, deux sont en fuite (ceux de Bururi et de Makamba).

Le parti gouvernemental Frodebu s'emploie surtout à dénoncer le parti d'opposition Uprona. Dès le 23 octobre les ministres Nyangoma et J.M. Ngendahayo dénoncent sur les ondes de Radio-Kigali comme "putschistes" cinq dirigeants de l'opposition (dont 3 parlementaires), obligés depuis lors de se réfugier dans une ambassade pour éviter les retombées de ce lynchage médiatique. Et encore le 8 novembre une Déclaration signée de quatre parlementaires Frodebu en exil attaque de façon incendiaire toutes les forces d'opposition. Le contraste entre ces hargnes politiciennes et la tragédie vécue par le pays est remarquable.

Enfin, est-il normal que les ministres Jean Minani et Dwima Bakana organisent des contrôles et fouilles de passagers burundais en transit à Kigali sur vol Sabena, par exemple sur le vol du 28 octobre, au mépris des règles internationales de la navigation aérienne ?

Se pose donc de manière cruciale la question de ce que disent ou ne disent pas les autorités depuis le 22 octobre. Aucun message officiel associant l'appel à la résistance contre le putsch à un appel au respect des personnes et à la condamnation de la vengeance généralisée. Des messages appelant à la violence raciste diffusés depuis Kigali, cautionnés en fait par plusieurs ministres du gouvernement (voir textes ci-joints). Des efforts souvent vains de la société civile (Eglises et ligues de Droits de l'homme) pour que le gouvernement assume ce devoir d'Etat. Une politique de censure et de répression des journalistes faisant leur métier (Antoine Ntamikevyo, un routier de la radio burundaise, correspondant d'*Africa n°1*, et Innocent Muhozi, un jeune journaliste dont l'esprit de liberté était très populaire à Bujumbura depuis plusieurs mois). On appréciera l'ambiance de "l'information" nouvelle, en consultant le premier numéro du journal gouvernemental *Le Renouveau* paru depuis le putsch. Il se distingue par un ton aseptisé absolument surréaliste (il n'a d'équivalent dans l'histoire du Burundi que le ton de la

presse sous Micombero) : 3 pages sur la mort du président Ndadaye, une page sur la surexploitation du lac Tanganyika, une page sur la table ronde relative à l'archivage dans l'administration burundaise, une page pour la décentralisation de la radio et 2 pages sur la politique des Etats-Unis concernant la dette africaine ! Il faut le lire pour y croire. Dans ce même numéro le ministre de l'information Jean-Marie Ngendahayo écrit (p. 2):

"Les assassinats en cascade du 21 octobre 1993 ont entraîné d'autres, aussi cruels, de paysans et paysannes tutsi par leurs congénères [sic] hutu. Cela, tout en le condamnant de tout mon être, je me l'explique. Je dis que les Hutus n'ont pas accepté que, pour une fois dans l'histoire multiséculaire du Burundi, un Hutu est [sic] hissé à la tête du pays par le jeu démocratique soit abattu comme un chien avec ses frères de lutte de toutes ethnies. Ils ont compris qu'ils étaient rejetés [sic] non pour ce qu'ils font, mais pour ce qu'ils sont. Certains parmi eux ne l'ont pas accepté et ont commis l'irréparable".

Suit une dénonciation de la répression militaire, sans plus de précisions de lieux et de dates que sur les massacres que le ministre "s'explique". Des explications seront effectivement nécessaires...

Significatif aussi de l'idéologie d'une aile raciste du Frodebu, ce que le nouveau directeur nommé à la la radio-télévision le mois dernier, Joseph Ntamahungiro, longtemps réfugié au Rwanda et membre du sérail politico-clérical du régime de Kigali, écrivait il y a peu dans la revue *Dialogue*, publiée à Kigali (n° de sept-octobre 1993, p. 120) :

"Disons pour clore les considérations sur le portrait-type du Muhutu et du Mututsi, que le colon et émissionnaire ne l'ont pas inventé ex-nihilo. Ils sont partis d'une observation, d'un constat ou d'une idéologie existante qu'ils ont interprétée selon leur canon esthétique et de civilisation. Quant à l'attitude des Batutsi - mythe de supériorité, politesse et finesse sur un fond de fourberie - elle est explicable dans l'approche sociologique des minorités (Voyez les Juifs, peuple élu de Dieu). La confrontation physique et corporelle d'alors devant tourner à leur désavantage, seule cette tactique pouvait leur permettre d'atteindre leur but."

Des déclarations récentes attestent la conscience chez certains ministres de la gravité réelle de la situation, mais le gouvernement semble partagé entre gens responsables et politiciens calculant déjà, à coup de surenchères, la succession du président Ndadaye.

En conclusion trois questions:

1. Quelle politique les amis occidentaux veulent-ils promouvoir dans ce pays ?

Le simple retour à un ordre constitutionnel apparent, ou la neutralisation des forces

généocidaires des deux camps, fût-ce d'abord en prononçant les paroles justes que tous les hommes de bonne volonté attendent au Burundi ? Pourquoi feindre d'ignorer que la situation est tellement catastrophique, que ce pays a besoin d'un gouvernement d'union nationale représentant aux côtés du parti majoritaire les autres démocrates et la société civile, et au moins d'un suivi de comité de crise comme le réclame la Ligue des Droits de l'homme ? Pourquoi feindre que le seul problème est celui de l'armée et ne pas dénoncer clairement le racisme mis en branle à travers le pays ? Pourquoi ne pas suggérer des solutions d'urgence permettant d'établir un contact structuré avec l'armée et l'administration provinciale sous forme de commissaires civils (magistrats, etc) auprès des districts de gendarmerie ou de comités de la société civile créés auprès de toutes les autorités locales, au lieu de se laver les mains de tout ce qui entoure le maintien de l'ordre et de se contenter d'incantations ? Sur la pente actuelle, il restera un gouvernement au Burundi, mais plus de peuple burundais. Imagine-t-on vraiment qu'une coopération normale va continuer avec ce pays si son pouvoir est fondé sur un génocide ?

2. Quelle action est menée, depuis Bujumbura et au niveau international, pour prendre en charge (soins, alimentation, habitat) les réfugiés de l'intérieur : contrairement à toutes les malheureuses familles qui sont parties à l'étranger avec des chèvres et des paquets d'affaires de première nécessité, les rescapés de l'intérieur (Tutsi et Hutu upronistes) ont fui les massacres comme ils pouvaient, sans même être toujours en mesure de sauver leurs propres enfants. Les paysans tutsi massacrés ne peuvent fuir à l'étranger, au risque d'y être également attaqués, comme c'est attesté au Rwanda, où le droit d'asile semble fonctionner sélectivement, malgré quelques efforts ponctuels des autorités. Le Burundi commence à ressembler à une Bosnie, où l'espace se tribalise: les rescapés tutsi se regroupant dans des poches où ils peuvent se protéger. Le terme "communautés" employé jusqu'ici à tort à propos des composantes hutu et tutsi de la population est en train de prendre corps sous l'effet de la violence.

3. En ce qui concerne les enfants pris dans cette tourmente, Peut-on s'informer dès que possible, dans les secteurs sinistrés, sur les endroits où les auteurs des pogromes ont laissé vivre les bébés ? Quel plan a le pouvoir "responsable" pour éviter de nouveaux massacres de collégiens actuellement et au moment des prochaines vacances de fin d'année ? On peut s'étonner que le Ministre de l'Education, Liboire Ngendayaho, qui est passé ces jours-ci en France et qui a eu l'occasion de s'exprimer devant l'Unesco et devant la communauté burundaise n'ait pas relevé comme il se devait le sort tragique des élèves brûlés vifs dans plusieurs des établissements dont il est le ministre jusqu'à plus ample informé...

Observation finale d'un observateur qui connaît ce pays depuis 30 ans : si l'une ou l'autre de ces situations scandaleuses se déroulait en Europe, que ne crierait-on pas ! Pour le Burundi c'est le silence, le mensonge ou les clichés. Qu'ils meurent en chiens, les Burundi, surtout les Tutsi, ces êtres si pervers aux yeux de toutes sortes de saints gens, le monde a d'autres préoccupations. Les cas nombreux où des paysans hutu ont protégé leurs voisins tutsi contre les enragés de l'intégrisme ethnique représentent la seule lueur d'espoir pour ce pays meurtri. Merci donc aux quelques journalistes et responsables d'associations qui essaient malgré tout de faire leur travail à la hauteur de cette situation.

Documents joints :

-1. Reportages de Colette Braeckman au *Soir* (28 octobre) et de Jean Hélène au *Monde* (30 octobre)

2. Aide-mémoire du groupe d'associations pour la paix et le secours (signé Mr Bududira, président de la conférence épiscopale catholique) (28 octobre). Noter des passages accablants pour les autorités actuelles

3. Lettre des deux ligues des Droits de l'homme au Premier ministre (25 octobre)

4. et 5. Lettres des autorités religieuses des 26 et 25 octobre

6. Memorandum d'un collectif proche du parti d'opposition Uprona (27 octobre)

7. Déclaration de l'Association pour la promotion et la protection de la liberté d'expression au Burundi (25 octobre). NB son président, le journaliste Innocent Muhozi, a été chassé de son poste !

8. Prise de position de "Reporters sans frontières" sur cette mesure de censure (5 novembre)

9. Déclaration du ministre de la santé Jean Minani (réfugié à Kigali, et représentant la branche extrémiste du Frodebu), le 22 octobre : NB, dans le fil des déclarations des médias rwandais, il annonce le vendredi 22 à 11H00 qu'un "génocide a commencé".. On sait aujourd'hui que ce génocide annoncé visait en fait la communauté tutsi.

10. Communiqué de la "Code 1" signé du ministre des transports Niyonkuru Shadrack et appelant la population à brûler les véhicules et "punir tous contrevenants" (22.10)

11. Lettre de la communauté des réfugiés rwandais au Burundi, au Premier ministre, contre els provocations à leur encontre venues du Ministre de l'information Jean-Marie Ngendahayo. (30 octobre)

12. Texte du collectif des associations de défense des droits de l'homme au Rwanda sur les répercussions des événements du Burundi au Rwanda et sur différentes formes d'extrémisme violent, y compris contre des Burundais en quête d'asile (29.10)

13. Message de la ligue des droits de l'homme *Iteka* du 30 octobre

14. Déclaration des parlementaires du groupe Frodebu (4 députés en exil, représentants élus à Bururi, Muramvya, Kayanza et Muyinga) du 8.11.1993 (Dénonciation haineuse de toute l'opposition).

15. Memorandum des fonctionnaires de la province de Karuzi (68 signatures) : "Lumières sur les massacres d'octobre-novembre 1993 dans la province de Karuzi"

16. Note du 24 octobre de l'administrateur Frodebu de Ruhororo, Libérat B., à un subordonné du secteur Nyina-Taba (au nord de la commune) lui enjoignant, sous peine de représailles sur sa famille, d'éliminer "nos ennemis" (NB le niveau d'écriture de cet ancien moniteur d'école promu récemment administrateur...)

17. Dernier bulletin de la Ligue des droits de l'homme *Iteka* paru avant les événements

J. P. CHRETIEN
Distributeur des CNRS
Historien
le 13.11.1993